

Grand entretien

De la question des statuts des enseignants à celle de l'avenir de l'enseignement supérieur, plus de trois mois de lutte

Les universités ont vécu ces derniers mois un mouvement d'une ampleur inconnue jusqu'ici. Il a d'abord été lancé par les enseignants, pour résister à la mise en cause de leur statut professionnel. Mais, très rapidement, les autres personnels et les étudiants les ont rejoints, ce qui a permis d'élargir les revendications à la question de l'enseignement supérieur dans son ensemble, de son avenir, dans un contexte fortement marqué par des politiques nationales et européennes libérales. Ce qui a conduit le mouvement à contester de manière de plus en plus radicale la loi LRU adoptée en 2007. Nous avons demandé à Fabien Desage et Isabelle Bruno (Lille 2), Sylvain Laurens (Limoges) et Jérôme Valluy (Paris 1) de donner leur point de vue sur la façon dont le mouvement s'est développé et sur les perspectives qu'il ouvre pour l'avenir.

Propos recueillis
par Louis Weber
et Laurent Willemez
(le 4 mai 2009).

Les débuts du mouvement : des luttes pour les moyens à une protestation généralisée

Fabien Desage : La mobilisation nationale est venue s'articuler avec une mobilisation locale antérieure, qui avait commencé avant les vacances. Cela a démarré en fait avec les difficultés apparues au moment de faire passer les examens du deuxième semestre de l'an dernier. La cause principale était la détérioration très forte des conditions de travail à la faculté de droit de Lille 2 : certains d'entre nous étaient confrontés

à des amphis de 600 étudiants, ce qui posait des problèmes liés à l'évaluation. En TD, le nombre d'étudiants était passé de 27 à 32 ou 33... La mobilisation est partie de l'intérieur de la section locale du Snesup, pour dénoncer cette situation impossible. Nous avons commencé par une pétition/lettre ouverte qui a réuni une cinquantaine de signatures, ce qui dépassait largement les effectifs du syndicat. Nous demandions à rencontrer le président assez rapidement pour discuter des problèmes d'effectifs et de sous-encadrement. Cette lettre étant restée sans réponse,

nous avons écrit une seconde lettre en octobre, avec la menace d'une grève des notes. Et c'est à ce moment qu'est venue la proposition d'une action nationale. La difficulté pour nous était de continuer notre action locale tout en participant à l'action nationale, sans brouiller le message. Par la suite, cela a donné une cohérence à notre mouvement avec d'un côté un président refusant de nous recevoir, absent et autoritaire, précisément ce qu'on pouvait craindre en matière de gouvernance avec la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU)¹.

Sylvain Laurens: À Limoges, il y a eu un phénomène analogue. Ce n'était pas un problème de notes au départ mais la suppression de 12 postes chez les Biatos². Nous avons donc lancé un mouvement à ce propos, qui a été décloisonné car les enseignants chercheurs se sont saisis de la question. Ce qui a donné d'emblée des revendications plus générales. Quand le mouvement national a été lancé, d'autres revendications ont été ajoutées, notamment celles des historiens sur les concours. Ceux-ci ont rejoint un mouvement au départ minoritaire. D'autres sont venus ensuite avec des revendications particulières – les décrets, la formation des maîtres – qui n'étaient plus forcément celles des Biatos.

La place des organisations syndicales

Laurent Willemez: Un des aspects à mon sens le plus intéressant dans le mouvement est lié au rôle joué par les organisations syndicales dans un milieu qui y est largement rétif. Que peut-on en dire ?

Sylvain Laurens: J'ai l'impression que le syndicalisme dans le supérieur pose des problèmes très particuliers. À l'annonce de la LRU, ce qui a semblé peser chez les anciens, c'est le questionnement sur la gouvernance des universités : comment la LRU allait-elle changer l'équilibre des pouvoirs internes à l'université ? Pour les maîtres de conférences impliqués dans le mouvement anti-LRU la question du redécoupage de la carte universitaire était la question première. Ce qui primait c'était le rejet d'une université à plusieurs vitesses. Sur ce point j'ai vraiment eu l'impression d'un écart entre nous et certains militants de la génération précédente, qui ont autour de 50 ans aujourd'hui qui sont souvent d'ailleurs d'anciens militants politiques, ayant pris des responsabilités au sein de l'université. Avant le mouvement, nous avons hésité à adhérer car nous avons perçu que ces derniers pouvaient d'ailleurs prendre des positions dans les conseils d'administration sans passer toujours par la case « syndicat ». Du coup, dès que nous avons adhéré, nous avons été très vite surchargés de tâches matérielles liées à l'organisation de la section, tout en étant impliqués dans les ren-

1. La loi no 2007-1199 du 10 août 2007, dite loi Pécresse.

2. Biatos : Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, de service et de santé.

contres intersyndicales, notamment avec le Snes au sein de la FSU, sollicités par la presse, contente d'avoir de nouveaux interlocuteurs... Donc, très rapidement, nous avons été confrontés à la possible perspective de devenir de véritables syndicalistes professionnels. Il faut dire que ces derniers mois, j'ai bien passé le tiers de mon temps dans des activités militantes ! Du coup, on est conduits à faire des arbitrages entre l'activité militante et le reste.

Par ailleurs, il faut distinguer entre Biatos et enseignants chercheurs. Localement, le Sgen est très faible, avec des adhérents proches de la retraite. Chez les Biatos, l'Unsa est majoritaire. Ils sont assez fortement syndiqués et on peut travailler avec eux, en tout cas localement. Quels que soient les mots d'ordre nationaux, ce sont des gens qui se bougent localement. Ils sont très mobilisés et leur participation est de qualité. Chez les enseignants chercheurs, la majorité n'est pas syndiquée. Mais beaucoup se sont agrégés au fil du temps, au point que nous n'aurions pas pu continuer sans eux à partir d'un certain moment.

Isabelle Bruno : À Lille 2, la syndicalisation est très faible : cela tient pour une grande part au fait que les personnels enseignants comme administratifs sont en situation de précarité : pour le personnel enseignant, la proportion de précaires atteint les 60 % ; beaucoup de personnels administratifs sont employés sur des contrats de courte durée, souvent trois mois. Ils ne sont donc pas du tout incités à se syndiquer.

Il y a aussi une tradition que je découvre progressivement : c'est la culture mandarinale, l'exercice d'une pression par les autorités locales sur les personnels. Elle est insidieuse mais très forte apparemment. Par ailleurs, nous avons un militant en vue du Snesup, membre de son Bureau national, qui a participé activement au mouvement. C'est beaucoup autour de lui que se sont agrégées les personnes mobilisées, et que nous avons créé le collectif des enseignants mobilisés. Ce collectif n'est pas étiqueté Snesup, il rassemble aussi des non-syndiqués mais tous les syndiqués en font partie. Il faut dire que ce sont les plus actifs dans la mobilisation.

Laurent Willemez : Quant à toi, Jérôme, tu es adhérent à la CGT. C'est d'autant plus intéressant que jusqu'ici, nous en sommes restés essentiellement au Snesup. Comment cela s'est-il passé entre les différentes organisations à Paris 1 ? Quel a été le rôle de la CGT ?

Jérôme Valluy : La configuration de Paris 1 est assez particulière. Elle ne reflète pas du tout la problématique CGT, d'autant plus que la CGT n'est pas partout présente. Au plan national, la CGT est essentiellement un syndicat de personnels administratifs, et récemment encore, il y avait très peu d'enseignants chercheurs. La section de Paris 1 est d'ailleurs de création récente, moins de deux ans. L'origine est une rupture avec le Snesup, qui à Paris 1 est engagé de longue date dans la cogestion de l'université avec le Sgen-CFDT. Il existe

un accord ancien entre la majorité du Snesup et le Sgen-CFDT pour diriger le conseil d'administration et désigner les présidents. Cela a marché jusqu'à la dernière élection. Ceux qui refusent cette situation ont donc le choix entre deux solutions : soit rester au Snesup, dans la tendance École émancipée, soit créer un autre syndicat pour peser de l'extérieur. Pour ma part, j'ai pensé que, pour des raisons historiques, la « majorité de gouvernement » du Snesup à la Sorbonne est trop engluée dans le système pour pouvoir être changée. Et comme des collègues avaient déjà fait la démarche de créer un syndicat CGT, il m'apparaissait donc plus simple d'y adhérer. Je ne l'ai pas regretté, car la CGT est à la pointe du mouvement à la Sorbonne depuis le début, c'est elle qui le tire, c'est d'ailleurs notre représentant au conseil d'administration qui préside régulièrement les assemblées générales. Pour le coup, le mouvement a été assez bénéfique parce qu'il nous a permis sur beaucoup de points de modifier le rapport de forces interne. Ce n'est pas encore vrai pour le conseil d'administration, car les élections avaient déjà eu lieu mais pour le reste, la CGT est devenue un élément important pour la communauté universitaire de Paris 1. Je pense que même le nouveau président a compris que si la CGT est peu représentée au conseil d'administration, du fait du mode de scrutin, elle sera incontournable au cours des années à venir.

Laurent Willemez: On peut avoir l'impression que si les syndicats ont joué un rôle déterminant dans le mou-

vement, le syndicalisme à l'université reste faible, voire très faible. Quelle a été l'attitude des non-syndiqués? Dans mon université, le mouvement a permis des rapprochements parfois improbables. Ailleurs, on peut avoir l'impression que les non-syndiqués sont restés à l'écart, et que le mouvement a donc été le fait d'une minorité.

Jérôme Valluy: À Paris 1, je n'ai pas l'impression que nous sommes minoritaires. Au début du mouvement, on pouvait encore noter des réactions antisyndicales au sein de l'université ou sur les listes de diffusion de la coordination. Ce qui m'a frappé, c'est que ces réactions semblent avoir complètement disparu. Du coup, le syndicalisme me semble mieux acclimaté au sein de l'université. Bien sûr, il y a eu un peu pour tout le monde une phase d'apprentissage et de découverte du monde syndical. Les collègues ont certainement des idées beaucoup plus précises maintenant sur ce que sont les syndicats, sur ce qu'ils sont devenus, sur leurs positions. Tout le monde a constaté que certains syndicats, le Sgen-CFDT par exemple, ont joué parfois dans notre dos dans les comités techniques paritaires. La CFDT s'est en effet abstenue à plusieurs reprises, notamment sur le statut des enseignants chercheurs. Elle a négocié avec le ministre quand tout le monde disait que ce n'était pas le moment. L'Unsa a fait un peu de suivisme par rapport à la CFDT. De façon assez paradoxale, Autonome Sup s'est souvent retrouvée proche du Snesup dans le mouvement. Elle a malheureu-

sement, au cours de l'ultime phase de négociations, pris une position contraire à celle qu'elle avait adoptée tout au long de l'année 2008 et même 2009, en validant la dernière version du décret sur les services. Le Snesup a été très bien tout au long du mouvement, peut-être à cause de la perspective de son congrès qui s'est tenu le mois dernier. Ils ont été très combatifs. Pour autant, je ne suis pas d'accord avec les articles de presse qui lui donnent la paternité du mouvement. Cela ne me paraît pas juste, en tout cas à Paris 1. Les trois syndicats les plus actifs, la CGT, le Snesup, Solidaires, ont été tout au long du mouvement sur des positions assez convergentes, malgré quelques différences ici ou là.

Les soutiens et la pluralité des mobilisations

Louis Weber: Personnellement, je suis plutôt habitué au syndicalisme dans le second degré. Aujourd'hui, il est vrai que là aussi les grèves et les mouvements revendicatifs sont souvent minoritaires, au sens où la majorité des personnels concernés n'y participe pas. Mais, à vous entendre, j'ai l'impression que dans le supérieur, ce phénomène est encore beaucoup plus marqué. Comment est-ce que cela se passe concrètement lorsqu'une minorité seulement des personnels est dans l'action? Quel est le rapport avec la masse des personnels? Comment se situent-ils par rapport au mouvement? Ils suivent? Ils ne disent rien? Ou est-ce que cela peut aller jusqu'à des conflits? Avec la rétention des notes à Lille ou avec le blocage

des facs, est-ce que vous avez vécu des situations de conflit?

Isabelle Bruno: Je dirais plutôt que la masse est inerte, on ne la voit pas. Il est vrai que Lille 2 est une université Droit et Santé. La plupart de nos collègues juristes ou médecins ont d'autres activités professionnelles en dehors de leur faculté. Ils venaient simplement donner leurs cours lorsque la fac n'était pas bloquée puis ils repartaient. Ils n'étaient jamais présents aux assemblées générales, ni à aucune autre réunion qui a pu être organisée. Il y a très peu d'échanges, on ne les voit pas.

Fabien Desage: En fait, c'est un ensemble assez composite. Un exemple: dans la trentaine de personnes impliquées dans l'action que nous menons, la moitié à peu près sont des juristes. Au sein même de la faculté de droit, les profils sont aussi très différents. Il y a des personnes qui nous soutiennent, mais ils ne le disent pas toujours. La pétition³ qui circule sera de ce point de vue un indicateur intéressant parce qu'elle va contraindre les gens à sortir du bois.

Laurent Willemez: La situation, c'est du moins mon impression, peut être assez différente dans les facs de sciences humaines. Il y a eu des phénomènes de rassemblement très nets, notamment autour de la question de la mastérisation, ou de celle de la liberté de l'enseignement. Beaucoup de personnes, même à droite et très conservatrices,

3. <http://4243.lapetition.be/>

se sont mobilisées, et d'une manière assez peu conforme à ce à quoi ils nous avaient habitués dans les mouvements précédents. Évidemment, lorsque le mouvement s'est radicalisé, ils ont été moins à l'aise. J'ai donc eu l'impression que le mouvement était beaucoup plus disparate, qu'il réunissait bien plus de gens que d'habitude.

Isabelle Bruno : Je dois préciser que chez nous aussi, lorsque la discussion a commencé sur les premières versions du décret statutaire et que Paris 2 a pris position, beaucoup de collègues étaient tentés par la mobilisation, pour signer une pétition, en tout cas s'intéressaient à ce qui se passait. Mais, dès la première relecture-correction du texte, c'était fini... Ils avaient l'air satisfaits et ils ont lâché le morceau. Depuis, ils se sont désintéressés de l'action et ont considéré que nous étions des gauchistes radicaux. Par ailleurs, il faut noter que les facs de droit ne sont pas concernées par la mastérisation.

Sylvain Laurens : Je crois qu'on touche ici le fond de la question. À Limoges aussi, il y a eu un élargissement de la base de la mobilisation au début. Des collègues assez timides l'année passée se sont joints à nous. Après, quand la question de la grève s'est posée, les attitudes ont changé. Beaucoup de collègues, notamment chez les plus modérés, ont attendu que les étudiants bloquent l'université. Ce qui avait l'avantage d'évacuer la question centrale de la grève des enseignants. Il faut rappeler que, en février, nous avons déclaré

la grève générale et illimitée. Mais les étudiants avaient déjà bloqué les cours. Cette décision des enseignants n'avait donc aucune conséquence pratique, et notamment n'entraînait aucune retenue de salaire ! Le doyen avait en effet déjà banalisé les journées de cours. Chacun a donc pu faire en partie l'économie de sa propre mobilisation. Par exemple, hormis ceux qui participaient aux cours alternatifs, je ne sais absolument pas quels sont les collègues qui se sont vraiment sentis mobilisés.

Jérôme Valluy : Pour ce qui est du mouvement au niveau national, il y a eu un gros travail de réduction des décalages entre les disciplines. Au début du mouvement, par exemple, les juristes n'ont pas voulu se réunir avec les autres dans le cadre du collectif créé début janvier. Les assemblées générales ont donc été systématiquement séparées. Les assemblées des juristes étaient en principe ouvertes à tout le monde, mais dans la pratique ne réunissaient que des juristes. Le mot d'ordre lui-même était très restreint, portant essentiellement sur le statut des enseignants chercheurs. Sous la pression du mouvement et de certaines critiques, ils ont accepté d'élargir leurs préoccupations à la mastérisation, tout en disant qu'ils n'étaient pas concernés. Ensuite, dès la première réunion de la Coordination nationale des universités le 22 janvier, des décalages plus importants, de nature politique, sont apparus. À la fin de cette assemblée générale, il y a eu un différend à propos de la rédaction de la motion. Pour certains, elle ne devait contenir

que des revendications professionnelles, ce qu'ils justifiaient en partie pour des raisons tactiques. Ils craignaient qu'un élargissement des mots d'ordre ne conduise à une dilution des revendications. À l'inverse, on pouvait penser que pour faire grossir le mouvement, il fallait élargir les revendications. Une position de compromis a été proposée, autour d'un texte qui évoquait l'ensemble des problèmes posés par la loi et débouchait sur les deux revendications centrales : le statut et la mastérisation. Le débat a continué jusqu'à la quatrième coordination à Nanterre, où pour la première fois a été demandée l'abrogation de la LRU. À partir du mois de février, les juristes sont certes restés avec leurs deux revendications, le statut et la mastérisation, mais se sont, dans les faits, moins éloignés des autres qu'on aurait pu le craindre.

Derrière le statut, la question du service public d'enseignement supérieur et de recherche

Laurent Willemez: Revenons aux objectifs du mouvement. D'abord peut-être à la question de la recherche. LMD, processus de Bologne, LRU, Europe, et le mouvement actuel, même combat? La lutte actuelle est-elle la suite de quelque chose? Ou un nouveau mouvement?

Isabelle Bruno: Il faut dire d'abord que nous n'avons pas tous les mêmes objectifs. Lorsque la communauté des juristes s'est mobilisée, la préoccupation était très corporatiste, par rapport à la

modulation des services. Personnellement, ce n'était pas mon premier souci. J'étais plus sensible à l'avenir de l'enseignement supérieur et je pense que c'est cela qui fait que la mobilisation continue. Il s'agit plus de la résistance aux réformes en cours au niveau européen et en France en particulier, avec une transformation profonde du gouvernement des universités et la volonté de faire pénétrer les intérêts privés dans la gestion et le pilotage des activités éducatives et scientifiques. C'est donc une mobilisation éminemment politique. C'est dans ce sens que nous avons argumenté quand nous présentions le mouvement aux étudiants. À ceux qui reprochaient au mouvement de « politiser les choses », nous disions que c'était politique parce que cela concernait un projet de société, donc autant les étudiants et les personnels administratifs que les enseignants et, même, l'ensemble des citoyens européens.

Fabien Desage: Dans le prolongement, je dirais qu'il y avait deux choses fortes dans la façon dont nous avons vécu le mouvement à Lille 2. D'abord le sentiment que si nous ne gagnions pas cette bataille, cela ouvrirait la porte à d'autres reculs. Qu'il s'agissait donc d'une sorte de tournant. Un autre acquis de ces mobilisations est l'idée que cela va se jouer sur le temps long. C'est très présent chez les collègues mobilisés, mais aussi chez les étudiants. Cela a des conséquences sur les stratégies d'action. Le pire serait que le mouvement se termine par un « retour à la normale » et que chacun reprenne finalement ses

activités comme si de rien n'était. La façon dont nous allons gérer le maintien des collectifs, le maintien de certaines formes d'action, va compter beaucoup. Il faudra instituer une sorte de veille et se battre pour des inflexions qui ne viendront peut-être pas tout de suite mais dans quelques mois ou même dans trois ou quatre ans.

Sylvain Laurens : Je suis d'accord pour dire que le mouvement doit s'inscrire dans la durée mais si cette bataille est perdue, ce sera très dur de revenir en arrière, ne serait-ce que parce que le système d'allocation des moyens aura des effets très rapides, notamment sur les facs de province pluridisciplinaires qui ne seront pas dans les pôles d'excellence. À Limoges, par exemple, nous perdrons en vertu du système SYMPA des centaines de milliers d'euros de budget dès les années qui viennent. Si nous perdons ce mouvement au niveau national, cela fera beaucoup de batailles perdues, après le LMD, la LRU, le décret sur les statuts, etc. Il ne manquera plus grand-chose pour que le gouvernement mette en place la carte universitaire telle qu'il se la représente. Il y avait plusieurs mouvements dans ce mouvement : sur la question de savoir quelles seront les facs de demain, combien on paiera l'entrée, qui pourra entrer à l'université?... Il n'y a jamais eu d'accord large sur ces questions, y compris parmi les plus mobilisés. Et quand on fera l'histoire de ce mouvement, on montrera sûrement que si la réforme passe, ce sera avec l'appui assez décisif d'une partie du corps enseignant et une

responsabilité forte des universitaires eux-mêmes : surtout ceux qui sont dans des circuits de carrière coupés de l'enseignement et qui sont dans une vision fantasmée du monde de l'entreprise. Une partie des profs de rang A, parce qu'ils connaissent tel ou tel au ministère, croient clairement qu'ils pourront tirer leur épingle du jeu et que tel ou tel argument suffira pour sauver leur laboratoire, leur filière, leur département... En ce sens je suis d'accord avec l'analyse de Frédéric Neyrat, la réforme de l'université est un peu comme celle de France Telecom : ce sont des univers qui tournent autour de corps à statut. Plus ceux-ci sont divisés, plus la réforme est facile car il suffit de jouer un corps contre l'autre. On a commencé à jouer le CNRS contre l'université en disant aux universitaires : « Vous allez pouvoir récupérer les moyens du CNRS. » On a joué ensuite les maîtres de conf contre les profs, on jouera bientôt les maîtres de conf contre les vacataires, et ainsi de suite. Notre univers est structuré autour de corps et plus il le sera, plus il sera facile à réformer.

Des étudiants au cœur d'une mobilisation marquée par l'inventivité des pratiques

Jérôme Valluy : Il me paraît clair que le mouvement n'aurait jamais pris l'ampleur qu'il a eue sans les étudiants. Leur apport a été tout à fait décisif à partir du mois de février. Il faut reconnaître que ce sont plutôt les enseignants qui ont déclenché le mouvement, à partir de la question du statut des enseignants

chercheurs. Le problème, c'est que les enseignants avaient été en général plutôt absents au moment du débat sur la LRU en 2007. Ils n'avaient pas suivi les étudiants, étant parfois même hostiles à leur mouvement. Les étudiants ont été très lucides, ne se privant pas de rappeler que les enseignants avaient raté le coche au mois de novembre et se mobilisaient maintenant, quand leurs intérêts étaient directement mis en cause. Ils étaient parfaitement conscients de cela, ce qui ne les a pas empêchés de se lancer dans le mouvement et de soutenir les enseignants.

Isabelle Bruno : À Lille, le mouvement a été lancé à l'initiative des enseignants. Les étudiants étaient plutôt peu enthousiastes au départ, reprochant eux aussi aux enseignants, à juste titre d'ailleurs, leur passivité l'an dernier face à la LRU. Rapidement cependant, une fois fait le travail explicatif, ce sentiment a disparu et ils nous ont rejoints avec dynamisme. Nous avons agi ensemble. Ces dernières années, les étudiants ont en effet acquis une grande expérience de la mobilisation et sont très « professionnels », sans doute plus que nous. Ils ont mis immédiatement en place un Collectif de mobilisation étudiante⁴, ouvert une caisse de solidarité, tenu des stands, animé des « cafés militants », organisé des manifestations publiques... Dans cette mobilisation, nous avons été très inventifs au début : nous avons symboliquement enterré l'université dans la cour de notre fac à l'improviste ;

puis, de façon plus organisée, nous avons mis en scène d'abord une vente aux enchères devant la Vieille Bourse de Lille, puis un mariage sur la Grand-place entre M^{lle} Université publique et M. Secteur privé. Tout cela avait pour objectif de sensibiliser les populations et de médiatiser notre mobilisation. Par la suite, après nous être démenés (parce que cela demande beaucoup de temps et d'énergie), nous sommes revenus à des formes plus classiques. La raison est aussi que la mobilisation avait pris au niveau national et que la Coordination nationale des universités proposait régulièrement un calendrier d'actions sur lequel nous nous calions. Peut-être étions-nous aussi un peu blasés. Chronologiquement, un autre événement décisif a été le « printemps des chaises » lancé par les étudiants pour obtenir l'annulation des enseignements ou la banalisation de certaines journées afin de tenir leurs États généraux de l'Université⁵.

Fabien Desage : S'agissant de l'action, ce qui m'a frappé aussi, c'est l'organisation des étudiants, avec des éléments d'institutionnalisation plus forts que chez les enseignants. Ce sont les générations qui ont été dans les luttes contre le CPE, puis la LRU, qui alimentent aujourd'hui les rangs militants. Quand la reprise a été votée, les étudiants ont imposé que la question ne se réduise pas à « Pour ou contre la reprise », malgré la pression très forte de l'administration.

4. <http://cme-lille2.ning.com/>

5. Toujours d'actualité : <http://lille2.etatsgeneraux.info/>

Ce qui fait qu'il y a eu une reprise très particulière, avec une forme de continuation de la mobilisation : il y a eu des « manifestations de droite » parodiques au cours de la semaine de la rentrée ; les États généraux ont continué à se réunir ; une soirée militante, « interlutttes », a été organisée par les étudiants. Ce Collectif envisage maintenant de présenter des listes communes aux élections universitaires, soutenues par les différents syndicats : il y a donc des traces d'institutionnalisation. J'ai été frappé par la capacité de ce collectif, qui agrège des histoires militantes très différentes, à s'organiser. Il y a aujourd'hui une vraie force organisée au sein de l'Université, qui n'existait pas avant.

Sylvain Laurens : C'est vrai que le syndicalisme étudiant est un des points positifs du mouvement. Ils ont une maturité politique qui les rend bien plus clairvoyants que beaucoup de nos collègues. Ce qui est positif pour la suite. Pour un gouvernement qui aime l'ordre, une génération de gens politisés risque de les énerver pendant quelques années. À Limoges les collectifs étudiants étaient d'abord tenus par des militants de la FSE mais aussi des militants non-syndiqués qui étaient déjà dans le collectif anti-LRU l'an passé. L'Unef, avec trois militants, et la Confédération étudiante sont relativement absentes au plan local. Du coup, ce petit noyau a pris les choses en mains en sciences humaines, même s'il a eu du mal à percer en fac de droit et en sciences. Dans ce noyau non-syndiqués/militants FSE, il y avait des mili-

tants assez créatifs, qui étaient toujours là pour relancer le blocage, avec des banderoles, des innovations comme les manifs de nuit, assez visuelles et assez bien menées.

Isabelle Bruno : Nous avons un groupe d'étudiants qui a travaillé sur différentes thématiques pour les États généraux. Ils sont allés à Louvain⁶. J'ai l'impression que pourrait s'esquisser là un mouvement européen, même s'il met du temps à se mettre en place. Il pourrait déboucher sur des coordinations européennes contre le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne, notamment à travers des contre-sommets. ■

6. Il s'agit du contre-sommet réuni à Louvain les 28 et 29 avril 2009 à l'occasion de la conférence ministérielle réunie pour « évaluer les progrès accomplis et les nouvelles mesures à mettre en place » [dans le cadre du processus de Bologne] et pour faire le point sur les réformes universitaires engagées et celles à mettre en œuvre. Le contre-sommet a réuni des universitaires et étudiants de plusieurs pays de l'Union européenne.